Cour des comptes

Chambres régionales
& territoriales des comptes

TABLE RONDE N°1

Retour d'expérience des acteurs impliqués dans l'évaluation de politique publique

Nicolas Péhau

Conseiller maître à la Cour des comptes

Président des chambres régionales des comptes de La Réunion et de Mayotte

Evaluation des Politiques Publiques, parlons-en !

Technopôle de Mayotte – 28 novembre 2024

Cour des comptes

Chambres régionales
& territoriales des comptes

LES DIFFÉRENTES ATTRIBUTIONS DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES

- **Contrôler les comptes et la gestion**
- **Formuler des avis budgétaires**
- **Juger des gestionnaires publics**

et

- **Évaluer des politiques publiques**

LA COUR DES COMPTES ET LES ÉVALUATIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE

- **L'évaluation des politiques publiques, la révision de la Constitution du 23 juillet 2008 : en faire une mission à part entière de la Cour des comptes**

Article 47-2 : « La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ***ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques****.* ***Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens*** *»*

- **Une appropriation progressive**

➢ **Un encadrement juridique : les articles L. 111-13 et L. 132-6 du code des juridictions financières**

➢ **Un encadrement normé : le chapitre IV des normes professionnelles**

➢ **Entre 2011 et 2021, 29 évaluations réalisées dont 19 à la demande de l'Assemblée nationale**

LA COUR DES COMPTES ET LES ÉVALUATIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE

- **Une nouvelle impulsion**

- **Lancement du projet stratégique des juridictions financières JF 2025**
- **Faire des juridictions financières un acteur majeur dans la conduite des évaluations de politiques publiques en France**
- **Un objectif de multiplier par quatre les ressources des JF consacrées à l'évaluation**
- **De nouveaux partenariats conclus notamment avec le CNRS, la Société française d'évaluation**
- **Nouveau guide interne de l'évaluation en 2022 se substituant à un guide adopté en 2017**

LES CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES ET LES ÉVALUATIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE TERRITORIALE

- **Un nouveau pas franchi avec la loi 3DS de février 2022**

➢ **Elargissement de la compétence d'évaluation des politiques publiques aux chambres régionales des comptes (article 229)**

➢ **Sur saisine des présidents de conseil régional, conseil départemental ou de métropole**

➢ **Sur auto-saisine**

QU'EST-CE QU'UNE ÉVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE VUE D' UNE JURIDICTION FINANCIÈRE ?

- **Une évaluation d'une politique publique vise à fournir, tant aux auteurs de la politique qu'aux citoyens, une meilleure compréhension de son fonctionnement ainsi qu'une appréciation de ses résultats.**
- **Une évaluation constitue donc un élément important du débat public.**
- **Evaluer vise à porter un jugement qui doit reposer sur une connaissance approfondie de la façon dont les acteurs ont répondu aux problèmes :**
  - cela suppose d'identifier les modes de raisonnement qui ont guidé les acteurs dans leurs choix
  - cela nécessite de mettre en évidence les processus à travers lesquels ces acteurs ont conduit leurs actions
  - cela conduit à pouvoir dégager les conséquences qui en ont résulté, que celles-ci soient ou non désirées

LES TROIS DIMENSIONS ESSENTIELLES DANS UNE ÉVALUATION

- **Le recours à l'analyse des politiques publiques et donc aux sciences sociales**
- **La formulation des questions évaluatives établies à partir d'hypothèses faites sur la politique publique et permettant de porter une appréciation sur la « valeur » de cette politique publique**
- **La traduction des résultats du travail de recherche en recommandations, de telle manière que les résultats de l'évaluation soient appropriables par les autorités publiques (passer d'une connaissance utile à une connaissance utilisable)**

QUESTIONS ?

FIN